



Grand Marnier®

SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE

Société Anonyme au capital de 27 157 500 €

Siège social : 91, Boulevard Haussmann 75008 Paris

552 073 371 R.C.S Paris

Communiqué- Paris, le 30 septembre 2010.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010

- Rapport d'activité semestriel.

- Comptes semestriels consolidés.

- Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel.

- Rapport des Commissaires aux comptes.

Contact :

Marnier Lapostolle

Cyril de Bournet 33 (0) 1 42 66 43 11

debournet.c@grandmarnier.tm.fr

- **PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

La société chilienne Perigee Spirits SA, a été constituée le 8 janvier 2010 et est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe. Aucune autre modification n'a été apportée au périmètre de consolidation.

- **FAITS MARQUANTS**

Stratégie de distribution

Le groupe a poursuivi la mise en œuvre de sa politique de partenariat avec les grands réseaux de distribution mondiaux. Ainsi après avoir concédé en juillet 2009, pour une mise en place progressive dans les trois ans, la distribution exclusive du GRAND MARNIER sur le continent européen, au GROUPE DIAGEO, le groupe vient d'étendre à toute l'ASIE à l'exception de l'INDE et de l'AUSTRALIE, son contrat de distribution exclusive avec MOET HENNESSY ASIA PACIFIC.

Organisation industrielle

La société mère a évalué le coût du regroupement en 2012 de ses activités de distillation et d'embouteillage sur les sites de Gaillon et Bourg Charente en France, à 9 millions d'euros.

La refonte de l'informatique de gestion de la société avec la mise en place d'un ERP, sera finalisée à la fin de l'année.

Politique de change

La société mère applique une politique de couverture de ses encaissements en dollar à 18 mois maximum. Pour ce faire, elle utilise des produits de couverture classiques, tels que les ventes à terme ou les options. Les résultats du 1^{er} semestre ne reflètent pas la hausse du dollar américain, car la majeure partie des encaissements du semestre avaient fait l'objet de couvertures de change antérieurement. Par contre la société a profité de la hausse des autres devises et notamment du dollar canadien.

Elle a par ailleurs pris des positions pour couvrir, au taux de 1,275, un tiers des encaissements en dollar américain attendus en 2011.

Tremblement de terre au Chili

La filiale CASA LAPOSTOLLE a été victime du tremblement de terre qui a frappé la région de Santiago au début de l'année. La société a pu reprendre ses livraisons au bout de 10 jours. Les dommages ont été expertisés et remboursés par la compagnie d'assurance Chubb dès la fin du mois d'Août.

- **ACTIVITE CONSOLIDEE AU 1^{er} SEMESTRE 2010**

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 54,9 millions d'euros et est en progression de 1,8% par rapport au 30 juin 2009 et de 0,3% à taux de change comparables. Le chiffre d'affaires du groupe a bénéficié de la hausse moyenne de 1,5% du dollar américain. Les ventes sur le marché américain ont représenté 62,9% des ventes du groupe, et exprimées en dollar, elles sont stables. La progression est de 9,4% sur les marchés étrangers alors que le marché français est en baisse de 36 % à la suite d'un 1^{er} semestre 2009 atypique.

Le résultat opérationnel courant ressort à 6,7 millions d'euros contre 3,3 millions d'euros pour la période précédente. En pourcentage du chiffre d'affaires, il progresse de 6,2 à 12,2%. Cette amélioration est due à une réduction des charges d'exploitation en France et aux Etats-Unis, et à un environnement de change plus favorable.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 1,3 millions d'euros, provenant principalement du solde net des produits et charges liés au tremblement de terre subi par la filiale Casa Lapostolle au Chili. Une charge de 6,0 millions d'euros avait été provisionnée en juin 2009, au titre du Plan de sauvegarde de l'emploi 2009-2012.

Les Autres charges et produits financiers affichent une perte de 2,1 millions d'euros par rapport à une perte de 0,4 millions lors de l'exercice précédent. Cette variation provient principalement des importantes variations du peso chilien par rapport au dollar américain.

Après une charge d'impôt de 2 millions d'euros, le résultat net des sociétés intégrées est un profit de 2,9 millions d'euros, contre une perte de 2,7 millions d'euros au 30 juin 2009.

- **ACTIVITE DE LA SOCIETE MERE**

Le chiffre d'affaires de la société mère s'élève à 48,7 millions d'euros et est en baisse de 1,1% par rapport au premier semestre 2009. A taux de change équivalent, la baisse serait de 0,7%. L'Amérique du Nord a représenté 69% du chiffre d'affaires de la société avec une croissance de 3% par rapport au 1^{er} semestre 2009.

Le résultat d'exploitation s'établit à 7,2 millions d'euros en progression de 28% par rapport à la période précédente, alors que le ratio par rapport au chiffre d'affaires progresse de 11,4 à 14,7%. La société retire les premiers fruits des mesures de restructuration engagées depuis 2 ans et profite partiellement d'un environnement de change plus favorable.

Le résultat financier est redevenu positif à 0,6 millions d'euros par rapport à une charge de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, grâce au redressement du résultat net des opérations de change à 0,1 millions d'euros par rapport à une charge nette de 3,5 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel est une charge de 0,3 millions d'euros, par rapport à une charge de 6,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, dont 6 millions au titre des coûts sociaux du Plan de sauvegarde de l'emploi 2009-2012.

Le résultat net du semestre est de 5,1 millions d'euros, par rapport à une perte de 3 millions d'euros au 30 juin 2009.

- **PERSPECTIVES GLOBALES.**

Le groupe s'attend à la poursuite de la tendance positive constatée au 1^{er} semestre. Par ailleurs, la société a poursuivi sa politique de couverture de change sur le dollar américain pour l'exercice 2011 en la portant à 85% des encaissements prévisionnels, et ce à un taux moyen de couverture légèrement inférieur à 1,30.

- **TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.**

Au cours du premier semestre clos le 30 juin 2010, il n'y a pas eu de nouvelle transaction ni de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport à celles mentionnées dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

I - BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)

ACTIF	30 juin	30 juin	31 décembre
	2010	2009	2009
ACTIF NON COURANT	71 080	69 196	69 625
Immobilisations incorporelles	2 858	1 955	2 565
Immobilisations corporelles	56 452	56 748	55 866
Immeubles de placement	5 512	5 627	5 576
Actifs financiers non courants	684	530	678
Actifs d'impôt différé	5 574	4 336	4 940
ACTIF COURANT	158 053	155 056	154 467
Stocks et en-Cours	51 184	50 152	43 984
Créances clients	27 002	26 054	39 952
Autres créances	8 049	6 390	3 563
Actifs financiers courants	20 078	41 571	6 026
Trésorerie et équivalents	51 740	30 889	60 942
TOTAL DE L'ACTIF	229 133	224 252	224 092

PASSIF	30 juin	30 juin	31 décembre
	2010	2009	2009
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	136 950	134 318	142 413
Capital	27 158	27 158	27 158
Primes	0	0	
Réserves consolidées	106 415	109 463	108 140
Résultat consolidé et autres	2 912	-2 718	6 703
Autres	0	0	0
Intérêts minoritaires	465	415	412
PASSIF NON COURANT	32 063	28 671	30 149
Provisions non courantes	24 396	21 194	22 580
Dettes financières à long terme	7 440	7 477	7 474
Passifs d'impôt différé	0	0	0
Autres passifs non courants	227	0	95
PASSIF COURANT	60 120	61 263	51 530
Provisions courantes	2 423	14 344	6 501
Dettes financières à court terme	13 718	9 550	12 441
Dettes fournisseurs	13 455	14 173	12 421
Autres dettes	30 524	23 196	20 167
TOTAL DU PASSIF	229 133	224 252	224 092

II - ETAT DU RESULTAT GLOBAL

II a - Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010

NOTES	(En milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
3.1	Chiffre d'Affaires	54 939	53 905	118 085
	Autres produits d' exploitation	6 844	6 920	14 279
	Achats consommés	-15 733	-15 775	-37 319
	Charges de personnel	-14 286	-14 700	-28 072
	Autres charges d' exploitation	-21 050	-22 491	-41 794
	Impôts et taxes	-1 245	-1 499	-2 962
	Dotations aux amortissements et aux provisions	-2 759	-3 017	-5 683
	Résultat opérationnel courant	6 710	3 343	16 534
3.3	Autres produits et charges opérationnels	1 305	-5 957	-4 870
	Résultat opérationnel	8 015	-2 614	11 664
	Coût de l'endettement net	-1 039	-1 382	-2 253
	Autres charges et produits financiers	-2 094	-358	1 472
	Charge d'impôt	-1 967	1 626	-4 189
	Résultat net des entreprises intégrées	2 915	-2 728	6 694
	Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			
	Résultat net de l'ensemble consolidé	2 915	-2 728	6 694
	Résultat net - Part du groupe	2 912	-2 718	6 703
	Résultat net - Intérêts minoritaires	3	-10	-9
3.4	RESULTAT NET - PART DU GROUPE PAR ACTION	34,26	-31,98	78,86
3.4	RESULTAT NET - PART DU GROUPE PAR ACTION (HORS ACTIONS PROPRES)	34,95	-32,62	80,46

II b - Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'Euros	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 915	-2 728	6 694
+/- Ecart de conversion sur les activités à l'étranger	3 738	2 623	2 711
+/- Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-1 742	-1 912	-3 273
+/- Réévaluation des instruments de couverture	-2 630	0	-748
+/- Correction amortissements des immobilisations - Chili	0	-235	0
+/- Impôts	600	658	1 127
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-34	1 134	-183
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	2 881	-1 594	6 511
Dont: - Part du groupe	2 824	-1 588	6 520
- Part des minoritaires	57	-6	-9

III - TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(EN MILLIERS D'EUROS)

	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net consolidé	2 915	-2 728	6 694
Dotations nettes aux amortissement et provisions	-1 671	928	-4 769
Autres produits et charges calculés	0	0	0
Plus ou moins values de cession	-477	-150	-203
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT APRES COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT			
	767	-1 950	1 722
Coût de l'endettement net financier	1 039	1 382	2 253
Charge d'impôt (y compris impôt différé)	1 967	-1 626	4 189
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT			
	3 773	-2 194	8 164
Impôt versé (-) ou reçu (+)	-6 068	16 832	16 832
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	7 931	5 852	-2 643
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	5 636	20 490	22 353
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 174	-1 931	-3 908
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 618	154	243
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-218	-405	-307
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	113	886	1 145
Incidence des variations de périmètre	0	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-661	-1 296	-2 827
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	-8 331
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	-106	-116
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 348	500	6 038
Remboursements d'emprunts	-2 177	-4 222	-7 024
Intérêts financiers nets versés	-1 039	-1 382	-2 253
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-868	-5 210	-11 686
VARIATION DE TRESORERIE	4 107	13 984	7 840
Trésorerie d'ouverture	65 668	57 828	57 828
Trésorerie de clôture	69 775	71 812	65 668
Incidences des variations de taux de change	1 644	-549	-81

IV - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	CAPITAL	TITRES AUTO-DETENUS	RESERVES ET RESULTATS CONSOLIDES	CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES - PART DES MINORITAIRES	TOTAL
Au 1er janvier 2009	27 158	-6 657	123 272	143 773	537	144 310
Résultat net de l'ensemble consolidé			-2 718	-2 718	-10	-2 728
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			1 130	1 130	4	1 134
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-1 588	-1 588	-6	-1 594
Dividendes versés au cours de l'exercice			-8 330	-8 330	-116	-8 446
Opérations sur titres auto-détenus		57		57		57
Autres mouvements			-9	-9		-9
Au 30 juin 2009	27 158	-6 600	113 345	133 903	415	134 318

(en milliers d'euros)	CAPITAL	TITRES AUTO-DETENUS	RESERVES ET RESULTATS CONSOLIDES	CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES - PART DES MINORITAIRES	TOTAL
Au 1er janvier 2009	27 158	-6 657	123 272	143 773	537	144 310
Résultat net de l'ensemble consolidé			6 703	6 703	-9	6 694
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-183	-183	0	-183
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			6 520	6 520	-9	6 511
Dividendes versés au cours de l'exercice			-8 330	-8 330	-116	-8 446
Opérations sur titres auto-détenus		35		35		35
Autres mouvements			3	3		3
Au 31 décembre 2009	27 158	-6 622	121 465	142 001	412	142 413
Résultat net de l'ensemble consolidé			2 915	2 912	3	2 915
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-34	-88	54	-34
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			2 881	2 824	57	2 881
Dividendes versés au cours de l'exercice			-8 331	-8 331	0	-8 331
Opérations sur titres auto-détenus		12		12		12
Autres mouvements			-25	-21	-4	-25
Au 30 juin 2010	27 158	-6 610	115 990	136 485	465	136 950

V - NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

NOTE 1 - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1.1. - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	ADRESSES	30 juin 2010		30 juin 2009		31 décembre 2008	
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
MARNIER LAPOSTOLLE SA	91 bd Haussmann - 75008 Paris	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
GRANDES MARQUES	Nieuwe Gracht 11 - 2011 NB Haarlem Pays-Bas	85,71%	85,71%	85,71%	85,71%	85,71%	85,71%
DE SCHRYVER	35, rue Knapen - 1030 BRUXELLES 3 Belgique	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%
MARNIER INVESTISSEMENT SA	94 rue de Lausanne - 1202 Genève	99,75%	99,75%	99,75%	99,75%	99,75%	99,75%
MARNIER MANAGEMENT SA	94 rue de Lausanne - 1202 Genève	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%
MARNIER LAPOSTOLLE INC	717 Fifth Avenue - 10022 New York	97,00%	96,94%	97,00%	96,94%	97,00%	96,94%
MARNIER CHILE	Av.Vitacura n°5250 Oficina 901 Vitacura - Santiago-Chile	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%
CASA LAPOSTOLLE	Av.Vitacura n°5250 Oficina 901 Vitacura - Santiago-Chile	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%	100,00%	99,75%
VITIVINICOLA DEL SUR S.A.	Av.Vitacura n°5250 Oficina 901 Vitacura - Santiago-Chile	99,00%	98,75%	99,00%	98,75%	99,00%	98,75%
SCI DU VAL	91 boulevard Haussmann -75008 Paris	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PERIGEE SPIRITS SA	Av.Vitacura n°5250 Oficina 901 Vitacura - Santiago-Chile	100,00%	99,75%				

Toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

La société chilienne PERIGEE SPIRITS SA a été constituée le 8 janvier 2010 et est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe MARNIER LAPOSTOLLE.

1.2. - SOCIETES NON CONSOLIDEES

Les autres titres de participation non consolidés concernent :

- soit des sociétés dont la participation est inférieure à 20% (directement ou indirectement),
- soit des sociétés dont le groupe détient entre 20% et 40% du capital et ayant un caractère non significatif en raison de leur taille

La société Marnier Lapostolle ne contrôle directement ou indirectement aucune entité ad hoc.

NOTE 2 – PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D’EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2. – FAITS MARQUANTS :

Le groupe a poursuivi la mise en œuvre de sa politique de partenariat avec les grands réseaux de distribution mondiaux. Ainsi après avoir concédé en juillet 2009, pour une mise en place progressive dans les trois ans, la distribution exclusive du GRAND MARNIER sur le continent européen, au GROUPE DIAGEO, le groupe vient d'étendre à toute l'ASIE à l'exception de l'INDE et de l'AUSTRALIE, son contrat de distribution exclusive avec MOET HENNESSY ASIA PACIFIC. Ce contrat recouvre également la distribution mondiale du GRAND MARNIER par le réseau DFS du GROUPE LVMH dans le secteur du duty free.

La filiale chilienne CASA LAPOSTOLLE a été victime du tremblement de terre qui a frappé la région de Santiago au début de l'année. La société a pu reprendre ses livraisons au bout de dix jours. Les dommages ont été expertisés et remboursés par la compagnie d'assurance Chubb dès la fin du mois d'Août. Les comptes du premier semestre ont été ajustés en conséquence et l'impact sur le résultat consolidé reporté en « Autres produits et charges opérationnels » (note 3-3).

2.1. - PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de la Société des Produits Marnier Lapostolle et ses filiales (« Le Groupe Marnier Lapostolle »), publiés au titre du premier semestre 2010, sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels et sont conformes à la norme IAS 34 telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Les états financiers du 1^{er} semestre 2010 ont été arrêtés par le Directoire le 21 septembre 2010.

2.1.1 Changements de méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 30 juin 2010 sont conformes à ceux retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2009. L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu:internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les textes applicables, nouvelles normes et interprétations, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et qui ont un impact sur les états financiers du Groupe se limitent à l'amendement de la norme IAS 1 – présentation des états financiers

L'application de ce texte est sans incidence sur la situation financière mais modifie la présentation des états financiers sur l'ensemble des périodes présentées. Par ailleurs, le Groupe a choisi d'appliquer la recommandation n°2009-R-03 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n°2004-R-02. Le Groupe a pris ainsi pour option :

- de conserver la dénomination « bilan » pour la présentation de la situation financière.
- de présenter le résultat global sous forme de deux états séparés, un *compte de résultat consolidé et un état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*.

- de présenter le résultat global séparément des transactions avec les actionnaires dans le tableau de variation des capitaux propres.

2.1.2 Recours à des estimations

Certains éléments significatifs exigent le recours à des évaluations et au jugement de la Direction telles que la détermination des engagements de retraite ainsi que des coûts de restructuration. Les estimations nécessaires sont réalisées, selon les hypothèses les plus probables émises par la Direction à la date d'établissement des comptes et peuvent le cas échéant se révéler différentes de la réalité.

2.2. - METHODES D'EVALUATION

2.2.1.- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût s'il est probable que les avantages futurs attribuables à cet actif iront à l'entreprise et si le coût de cet actif peut être mesuré de façon fiable.

2.2.2. - Immobilisations corporelles

Un élément d'immobilisations corporelles est comptabilisé en actif s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise et que le coût de cet actif pour l'entreprise peut être évalué de façon fiable. Lorsque les différentes composantes significatives d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût d'une immobilisation se compose de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et des frais directement attribuables pour mettre l'actif en état de marche diminué des rabais et remises obtenus.

Les immeubles de placement sont des biens immobilisés détenus pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux. Ils sont tous évalués à la méthode du coût amorti.

Les principales durées d'amortissement retenues sont décrites ci-dessous :

Constructions, immeubles	50 à 60 ans
Agencements, aménagements, installations	10 à 15 ans
Matériels et installations industriels	10 à 15 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

2.2.3. - Actifs financiers

Les actifs financiers acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme sont évalués en juste valeur.

Lorsqu'une estimation fiable en juste valeur ne peut être retenue, les actifs financiers sont évalués au coût historique amorti, déduction faite de toute perte de valeur éventuelle.

Les actifs financiers sont classés en courants et non courants.

Les actions propres détenues par le groupe sont portées en diminution des capitaux propres.

2.2.4. - Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût initial comprenant les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La méthode de valorisation des sorties de stocks est en général la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks non recouvrables (cassés, obsolètes) sont dépréciés dans la limite de la valeur nette de réalisation.

2.2.5. - Créances

Les créances sont enregistrées au bilan à la juste valeur de la contrepartie donnée, en pratique pour le montant facturé, sans effet d'actualisation dans la mesure où les créances ne sont pas assorties de conditions de règlement différé exceptionnelles. Une dépréciation est constatée lorsque le montant probable de recouvrement est inférieur à la valeur au bilan.

2.2.6. - Trésorerie et équivalents

La trésorerie et équivalents de trésorerie regroupe les soldes de banques et les OPCVM classées dans la catégorie « monétaires euro » et placements liquides sans restrictions.

2.2.7. - Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'évènements passés et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie attendue soit nécessaire pour éteindre cette obligation, dans la mesure où le montant peut être évalué de manière fiable.

2.2.8. - Passifs financiers

Les passifs financiers sont initialement enregistrés à la juste valeur de la contrepartie reçue et sont classés dans la catégorie des passifs non détenus à des fins de transaction.

Les passifs financiers sont ventilés en passifs courants et non courants selon qu'ils sont à court ou à long terme.

Les passifs d'impôt différé sont classés en passifs non courants.

2.2.9. - Avantages du personnel – Engagements de retraite

La Société mère propose à ses salariés un régime de retraite « maison » leur accordant à titre de retraite un pourcentage de leur dernier salaire, ce pourcentage étant fonction de leur ancienneté dans la société. Cet usage a été dénoncé en décembre 2004 et les droits correspondants ont été gelés à la date du 31 mars 2005.

Les provisions correspondant à ce régime à prestations définies ont été calculées sur cette base selon les modalités définies en note 3.2.

Il n'existe aucun engagement significatif de ce type dans aucune de nos filiales étrangères.

2.2.10. - Impôts différés

Les différences existant entre la valeur fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable constituent des différences temporaires donnant lieu à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé ou de passifs d'impôt différé. Le taux d'impôt différé retenu est de 34,43 % à l'ouverture et à la clôture pour les sociétés de droit français.

2.2.11. - Dettes

Les dettes sont enregistrées au bilan à la juste valeur de la contrepartie reçue sans effet d'actualisation dans la mesure où les dettes ne sont pas assorties de conditions de règlement différé à long terme.

2.3. - MODALITES DE CONSOLIDATION

2.3.1. - Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes des sociétés étrangères hors "zone euro" sont convertis en euros au taux de clôture du 30 juin pour le bilan et au taux moyen pour le compte de résultat.

Les "corrections monétaires" comptabilisées par les filiales chiliennes sont éliminées.

Les cours des monnaies utilisés sont les suivants :

Devises	Cours de clôture		
	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
	Euros €	Euros €	Euros €
Francs suisse CHF	0.75280	0.6551	0,6740
Pesos chilien (les 1000) CLP	1.50050	1.3348	1,3673
Dollar américain USD	0.81490	0.7075	0,6942

Devises	Cours moyen		
	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
	Euros €	Euros €	Euros €
Francs suisse CHF	0.70309	0.6642	0,6633
Pesos chilien (les 1000) CLP	1.43730	1.2903	1,2954
Dollar américain USD	0.76222	0.7507	0,7162

2.3.2. - Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les transactions libellées en devises sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les créances et les dettes libellées en devises sont converties aux taux de change en vigueur à la clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en résultat.

2.4. – RISQUES FINANCIERS

Le Groupe Marnier Lapostolle a mis en place une organisation permettant de gérer de façon centralisée la majeure partie des risques financiers de marché et de liquidité.

La Direction financière intervient en étroite collaboration avec les marchés financiers afin de proposer des placements dans les meilleures conditions, d'une part, et d'identifier, évaluer et couvrir les risques financiers, d'autre part.

Des instruments financiers classiques, tels que les ventes à terme ou les options de change, sont utilisés pour couvrir les expositions au risque de change, le risque de taux étant quasi inexistant.

2.4.1. - Risque de marché

2.4.1.1. - Risque de change

Le Groupe Marnier Lapostolle publie ses comptes consolidés en euros et réalise 93 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.

Le risque de change porte essentiellement sur deux devises, le dollar US et le dollar Canadien.

La partie de l'actif, du passif, des ventes et résultats, exprimés en autres devises, n'est pas significative au regard des comptes consolidés.

La valorisation à la juste valeur des produits dérivés de change au 30 juin 2010 selon la norme IFRS 39, a nécessité la constitution d'une provision pour risque de 1 968 milliers d'euros. La provision au 31 décembre 2009 a fait l'objet d'une reprise de 5 578 milliers d'euros.

2.4.1.2. - Risque de taux

Le Groupe Marnier Lapostolle détient des actifs financiers significatifs.

Le risque de taux n'existe que sur les OPCVM monétaires ou assimilés, placements liquides sans restriction, comptabilisés en « équivalent de trésorerie ».

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme de la filiale Chilienne, et il n'est pas significatif.

2.4.1.3. - Risque sur actions

Au 30 juin 2010, le Groupe Marnier Lapostolle détenait 1 609 actions propres (hors contrat de liquidité).

Sur la base du cours de clôture au 30 juin 2010, la valeur des actions propres détenues à cette date s'élevait à 6 210 K€.

2.4.2. - Risque de liquidité

Le Groupe Marnier Lapostolle pratique une gestion prudente qui lui permet de disposer d'un niveau suffisant de liquidités et de titres négociables sur le marché afin d'honorer ses engagements.

Au 30 juin 2010, la trésorerie et équivalents de trésorerie ressort à 51 740 milliers d'euros.

2.4.3. - Risque de crédit

Le risque de crédit est quasi inexistant, le chiffre d'affaires étant réalisé principalement avec les filiales de grands groupes de spiritueux (DIAGEO, MOET HENNESSY...).

NOTE 3 - NOTES SUR LE BILAN & LE COMPTE DE RESULTAT AU 30/06/10

NOTE 3.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITES

	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
	EN MILLIERS €	EN MILLIERS €	EN MILLIERS €
Ventes de Produits et de Marchandises			
Produits MARNIER-LAPOSTOLLE	49 779	47 902	103 981
Vins CHILIENS	4 626	4 125	10 980
	54 405	52 027	114 961
Ventes de Prestations	534	1 878	3 124
TOTAL DES VENTES	54 939	53 905	118 085

La fabrication de chaque catégorie de produit est assurée par des entités distinctes qui supportent les seuls coûts de ces produits.

L'essentiel de la marge opérationnelle du groupe provient des produits Marnier Lapostolle.

**RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE PRODUITS ET MARCHANDISES
PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES**

	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
	EN MILLIERS €	EN MILLIERS €	EN MILLIERS €
FRANCE	3 461	5 439	11 189
UNION EUROPEENNE (U.E)	7 410	6 053	17 268
EUROPE HORS UNION EUROPEENNE	732	951	1 696
TOTAL EUROPE	11 602	12 444	30 153
ETATS-UNIS	34 231	33 369	67 777
AUTRES PAYS DU CONTINENT AMERICAIN	6 114	4 533	13 101
ASIE	1 771	1 275	2 749
AUTRES	688	407	1 181
TOTAL MONDE	54 405	52 027	114 961

3.2. - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES NON COURANTES ET COURANTES

PROVISIONS	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
<u>Provisions non courantes</u>			
Engagements de retraite (1)	22 223	19 036	20 469
Engagements médailles du travail	122	126	130
Litiges	0	0	0
Coûts de restructuration	2 051	2 032	1 981
TOTAL provisions non courantes	24 396	21 194	22 580
<u>Provisions courantes</u>			
Pertes de change (2)	1 967	9 688	5 578
Risque VMP (3)	162	389	232
Litiges	294	342	123
Coûts de restructuration	0	3 925	568
TOTAL provisions courantes	2 423	14 344	6 501
TOTAL	26 819	35 538	29 081

PROVISIONS	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Solde début de période	29 081	35 221	35 221
Dotations aux provisions	2 431	16 334	8 516
Reprise de provisions	-6 435	-17 929	-17 929
Ecart actuariels de la période	1 742	1 912	3 273
TOTAL	26 819	35 538	29 081

(1) Engagements de retraite:

Les engagements de la société mère à ce titre décrits au paragraphe 2.2.9. ci-dessus ont été calculés à partir de la rémunération brute (personnel actif) ou de la pension versée (retraités) et tiennent compte :

- de la réévaluation des droits des salariés en fonction de l'inflation évaluée à 2 % par an
- de la table de survie TH/TF 2000-2002 (période d'activité)
- de la table de survie TGFH 05 (période de liquidation des rentes)
- du "turn-over" évalué à 2 %
- du taux de revalorisation des rentes phases actives et de retraite à 2%
- du taux d'actualisation de la dette défini par les normes (taux retraité au 03/06/2010 des obligations seniors corporatede rang AA et de maturité >10 ans) :
 - pour le 1er semestre 2010 : 4,35%
 - pour le 1er semestre 2009 : 5,62%
 - pour l'exercice 2009 : 5,04%

Cette retraite proposée par la société est optionnelle, au choix du salarié qui peut lui préférer l'indemnité de fin de carrière conventionnelle.

La provision a été calculée en retenant le produit actuariel estimé le plus avantageux pour le salarié au moment de son départ en retraite.

Les départs en retraite sont considérés à l'initiative des salariés justifiant ainsi l'application des charges sociales et fiscales. Les écarts actuariels sont directement comptabilisés en capitaux propres.

(2) Provision pour pertes de change:

Provision comptabilisée sur la base de l'évaluation à la juste valeur des contrats de change existants au 30 juin 2010.

(3) Provision sur risques VMP:

Provision comptabilisée, au-delà de la valeur liquidative des valeurs mobilières de placement au 30 juin 2010, sur des fonds dont la liquidité n'est pas immédiate et sur la base des échéanciers partiels de remboursement fournis par les intermédiaires

NOTE 3.3 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Cette rubrique comprend les événements majeurs et inhabituels intervenus au cours des périodes:

	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
incidences du tremblement de terre intervenu au Chili:			
Indemnités d'assurance à recevoir	3 710		
Pertes comptables liées au sinistre	-2 329		
TOTAL	1 381		
Charges de restructuration:			
Reprise de provision sur le Plan de Sauvegarde de l'emploi	497	0	0
Plan de Sauvegarde de l'emploi des salariés partis	-482	0	-2 230
Plan de Sauvegarde de l'Emploi (provision)	0	-5 957	-2 549
Fermeture du site de Neauphle le Château	-91	0	-91
TOTAL	-76	-5 957	-4 870
TOTAL	1 305	-5 957	-4 870

La société a perçu des indemnités d'assurance qui couvrent les pertes d'exploitation, les pertes du stock et le coût de reconstruction des bâtiments.

NOTE 3.4 - RESULTAT PAR ACTION

RESULTAT PAR ACTION EN EUROS	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Résultat net consolidé part groupe (en milliers d'euros)	2 912	-2 718	6 703
Nombre d'actions	85 000	85 000	85 000
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	34,26	-31,98	78,86
Nombre d'actions hors actions propres	83 310	83 311	83 317
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	34,95	-32,62	80,46

3.5. - ENGAGEMENTS

Au 30 juin 2010, les engagements donnés par le Groupe Marnier Lapostolle sont représentés par :

Instruments financiers liés à la gestion du risque de change:

1 - Opérations de change non qualifiées comptablement de couverture:

(-) devises à recevoir (+) devises à livrer	Juste valeur (milliers d'euros)	Engagement net 30/06/2010 (milliers devises)	Engagement net maximum (milliers devises)
Dollar américain (USD)	-1 968	2 000	2 000

Ce portefeuille de produits dérivés sera liquidé le 15 décembre 2010, date de la dernière échéance. La valorisation à la juste valeur a été effectuée en fonction du taux de clôture du dollar américain de 1,2271.

L'engagement net représente pour l'essentiel la différence entre les achats et les ventes de même échéance et de même montant souvent à des taux différents.

Une provision pour perte de change a été comptabilisée au 30 juin 2010 pour 1 968 milliers d'euros en accord avec l'évaluation à la juste valeur (note 2.4.1.1.).

2- Opérations de couverture:

Par ailleurs, la société a souscrit des contrats à terme pour garantir le taux d'encaissement des flux de trésorerie prévisionnels en dollars américains et canadiens des exercices 2010 et 2011 , pour les montants ci-dessous:

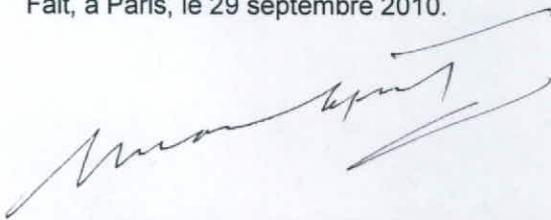
Cessions de devises (en milliers de devises)	Montants en devises au 30/06/2010	
	USD	CAD
contrats à terme sur placement	3 500	0
contrats à terme sur opérations commerciales 2010	37 500	3 000
contrats à terme sur opérations commerciales 2011	25 000	0
TOTAL	66 000	3 000

Une partie de ces contrats a été imputée sur les créances en USD et en CAD au 30 juin 2010 pour respectivement 15 500 milliers de dollars américains et 1 500 milliers de dollars canadiens.

**ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait, à Paris, le 29 septembre 2010.



Monsieur Jacques MARNIER LAPOSTOLLE
Président du Directoire

SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE

Société Anonyme au capital de 27.157.500 Euros

Siège social :

91 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

-00-00-00-00-00-00-

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2010**

Pierre DELORY
10, boulevard Malesherbes
75008 Paris

Pierre GODET
19, avenue de Messine
75008 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la **SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE SA**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 30 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

Pierre DELORY

Pierre GODET